



A



Paris, le 28/05/2020

Pourquoi nous ne siégerons pas à la réunion du 28 mai 2020 !

M. le Directeur Régional,

Depuis le début de la crise sanitaire, Solidaires Finances Publiques, la CGT Finances Publiques et FO Finances Publiques Paris ont participé à toutes les audioconférences. Nous avons, depuis plus de deux mois, défendu coûte que coûte la santé des agentes et agents de Paris, leurs conditions de travail et leurs droits. C'est avec acharnement que nous sommes intervenus réunion après réunion, pour obtenir les protections dues aux collègues (masques, gants, nettoyage désinfection des locaux, ...), pour que le plan de continuité d'activité soit respecté, pour que le minimum d'agentes et agents soient en présentiel. Nos interventions vous ont conduit à une certaine écoute, mais ce n'est désormais plus le cas.

Aujourd'hui, M. le Directeur Régional pourquoi siéger quand vous refusez, sur la question de la reprise d'activité, de prendre en compte les remarques et les revendications des agentes et agents que nous portons ?

Pourquoi siéger quand vous ne faites rien pour que vos directives soient appliquées uniformément sur l'ensemble de nos services ?

Pourquoi siéger quand vous laissez des responsables de sites faire revenir sans aucune limite des agentes et agents en présentiel ?

Pourquoi siéger quand vous laissez des responsables de services mettre fin aux plannings de rotation et/ou à la banalisation de la journée de travail ?

Pourquoi siéger quand vous décidez, sans aucune consultation des agentes et des agents ni des organisations syndicales, de rouvrir les accueils comme « avant » ?

Pourquoi siéger quand vous ne répondez pas à la mise à l'écart des usagers les plus fragiles et/ou précaires ?

Pourquoi siéger quand désormais, pour vous, le seul objectif est de rattraper le retard sans voir les conséquences désastreuses que cela peut avoir sur les collègues ?

Et enfin, comment siéger quand vous participez avec zèle au racket de nos congés ?

Plus que jamais nous exigeons :

- Abrogation de l'ordonnance du 15 avril 2020 qui vole nos congés
- Restitution de tous les jours de congés et ARTT volés
- Attribution de la prime de 1000€ à toutes les agentes et agents
- Augmentation générale des salaires
- Non aux suppressions d'emplois
- Retrait du plan Darmanin
- Retrait de l'état d'urgence

Pour toutes ces raisons, Solidaires Finances Publiques, la CGT Finances Publiques et FO Finances Publiques Paris ne siégeront pas à cette réunion.

Mais nous continuerons obstinément et au quotidien à défendre l'ensemble des agentes et agents de Paris !